

**MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX****REGLEMENT DE LA CONSULTATION  
(RC)*****Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage***

MINISTERE DE LA JUSTICE  
Secrétariat Général / SSMM / SDI / Département Immobilier de Lyon  
Le Britannia C/8 – 20 bd Eugène Deruelle – 69432 Lyon Cedex 03

***Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)***

MONSIEUR LE CHEF DU DEPARTEMENT IMMOBILIER DE LYON

***Objet de la consultation***

**Reconstruction de l'Etablissement de Placement Educatif (EPE) de Valence**

***Remise des offres***

Date et heures limites de réception : **20 juin 2018 à 12h00**

# REGLEMENT DE LA CONSULTATION

<b>ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>3</b>
2-1. Définition de la procédure.....	3
2-2. Décomposition en tranches et en lots, prestations supplémentaires éventuelles .....	3
2-3. Nature de l'attributaire.....	3
2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières .....	4
2-5. Variantes.....	4
2-6. Délai d'exécution des travaux.....	4
2-7. Modifications de détail au dossier de consultation .....	4
2-8. Délai de validité des offres.....	4
2-9. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS).....	4
2-10. Appréciation des équivalences dans les normes .....	4
<b>ARTICLE 3. DEROULEMENT DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>4</b>
3-1. Visite de site .....	4
3-2. Documents fournis aux candidats .....	5
3-3. Composition du dossier à remettre par les candidats .....	5
<b>ARTICLE 4. EXAMEN DES OFFRES ET NEGOCIATION.....</b>	<b>6</b>
4-1. Examen des dossiers de candidature et d'offre .....	6
4-2. Négociation .....	7
4-3. Divers .....	7
<b>ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE.....</b>	<b>8</b>
5-1. Offre remise sur support "papier" ou sur support physique électronique .....	8
5-2. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation.....	8
<b>ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES .....</b>	<b>9</b>
<b>ANNEXE n°1 qualifications et classifications minimales requises.....</b>	<b>10</b>

## **ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION**

Les marchés portent sur les travaux de reconstruction de l'Etablissement de Placement Educatif (EPE) de Valence, rue de la Forêt.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

## **ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

### **2-1. Définition de la procédure**

La présente consultation est lancée selon la procédure **adaptée** définie à l'article 27 du Code des Marchés Publics (CMP).

Il s'agit d'une procédure adaptée comportant une seule phase de réception des candidatures et des offres. Le représentant du pouvoir adjudicateur (R.P.A.) se réserve le droit d'engager une phase de négociation après la remise des offres.

### **2-2. Décomposition en tranches et en lots, prestations supplémentaires éventuelles**

L'opération de travaux est allotie, et comporte 15 lots :

- Lot n°1 : TERRASSEMENT - COMPACTAGE DYNAMIQUE
- Lot n°2 : GROS-ŒUVRE
- Lot n°3 : MACONNERIE BRIQUES DE PAREMENT / ISOLATION THERMIQUE EXTERIEUR
- Lot n°4 : CHARPENTE LAMELLE-COLLE / BOIS MASSIF
- Lot n°5 : COUVERTURE METALLIQUE
- Lot n°6 : MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM
- Lot n°7 : METALLERIE - SERRURERIE - PORTAILS
- Lot n°8 : PLATRERIE - PEINTURE - FAUX PLAFOND
- Lot n°9 : MENUISERIES INTERIEURES BOIS
- Lot n°10 : CHAPES - CARRELAGES - FAIENCES - SOLS SOUPLES
- Lot n°11 : CHAUFFAGE - VENTILATION
- Lot n°12 : PLOMBERIE - SANITAIRES
- Lot n°13 : ELECTRICITE - SSI
- Lot n°14 : VRD - CLOTURES - ESPACES VERTS
- Lot n°15 : EQUIPEMENTS DE CUISINE

**Le lot n°10 comporte une prestation complémentaire optionnelle n°1 portant sur la mise en place de carrelage dans les chambres.**

**Le lot n°13 comporte une prestation complémentaire optionnelle n°2 portant sur la mise en place d'un dispositif de vidéo protection.**

### **2-3. Nature de l'attributaire**

Le marché sera conclu :

- soit avec un entrepreneur unique,
- soit avec des entrepreneurs groupés solidaires ; dans ce cas indiquer le nom du mandataire.

Chaque candidat ne pourra remettre, pour la présente consultation, qu'une seule offre en agissant en qualité soit de candidat individuel, soit de membre d'un groupement.

Le candidat communiquera les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché.

Une entreprise pourra postuler sur plusieurs lots.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques ou financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels le candidat s'appuie pour présenter sa candidature en application de l'article 48 du code des marchés publics, il

produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de ce dernier.

#### **2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières**

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

#### **2-5. Variantes**

Les candidats doivent obligatoirement répondre à la solution de base.

Les variantes ne sont pas autorisées.

#### **2-6. Délai d'exécution des travaux**

Le délai d'exécution des travaux est fixé dans l'acte d'engagement.

#### **2-7. Modifications de détail au dossier de consultation**

Le RPA se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

#### **2-8. Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est de **180 jours**; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

#### **2-9. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)**

Pour chaque site, le titulaire a l'obligation de se conformer aux dispositions des articles R4511-1 et suivants du code du travail (travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure).

#### **2-10. Appréciation des équivalences dans les normes**

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises pourra être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres états membres de l'Union Européenne si elles sont reconnues comme équivalentes.

Dans le cas de référence à des marques de qualité françaises (marque NF ou autre), le candidat pourra proposer au maître de l'ouvrage des produits qui bénéficient de modes de preuves en vigueur dans d'autres états membres de l'Union Européenne, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes accrédités (par des organismes signataires des accords dits "EA" ou à défaut fournissant la preuve de leur conformité à l'EN 45011). Le candidat devra alors apporter au maître de l'ouvrage les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

Les deux clauses précédentes n'amoindrissent en aucune manière le fait que la norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

### **ARTICLE 3. DEROULEMENT DE LA CONSULTATION**

Le mode de retrait du dossier de consultation ne conditionne pas le choix du mode de transmission de l'offre.

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du maître de l'ouvrage. Toutefois ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

L'acte d'engagement sera daté et signé par le(s) représentant(s) habilité(s) du/des candidat(s).

#### **3-1. Visite de site**

La visite est possible pour les lots : compactage dynamique, VRD, Gros-œuvre et Espaces verts avec une prise de rendez-vous préalable.

### **3-2. Documents fournis aux candidats**

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- Le présent règlement de consultation (RC);
- L'acte d'engagement et ses annexes (AE) pour chaque lot à compléter et signer;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) à viser sans modification;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières par lot (CCTP) et les pièces graphiques qui y sont annexées, à viser sans modification;
- Le planning prévisionnel d'exécution des travaux pour chaque site ;
- Le Détail du Prix Global Forfaitaire (DPGF) par lot à compléter et signer ;
- Le PGC ;
- Plans et autres documents graphiques
- Etude géotechnique G1 PGC + G2 AVP
- Rapport du bureau de contrôle (RICT) + liste récapitulative des observations non levées
- Notice SSI
- Notes d'hypothèses structurales
- Tableau de surfaces
- Cadre de mémoire technique

### **3-3. Composition du dossier à remettre par les candidats**

Les dossiers à remettre comporteront un sous-dossier de candidature, et un sous-dossier d'offre, remis en un exemplaire. Ils sont composés des pièces énumérées aux tableaux suivants :

Pièces relatives à la candidature :

<b>LISTE</b>	<b>OBSERVATIONS</b>
Formulaire DC1	Lettre de candidature et d'habilitation du mandataire par ses co-traitants (DC1), librement téléchargeable à l'adresse internet du Ministère de l'Économie.  Ce formulaire intègre l'ensemble des déclarations sur l'honneur de la régularité de la situation du candidat au regard de ses obligations fiscales, sociales, ainsi qu'au regard des interdictions de soumissionner.
Formulaire DC2	Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (DC2), librement téléchargeable à l'adresse internet du Ministère de l'Économie.  Si le candidat est en redressement judiciaire, joindre la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.  La déclaration du chiffre d'affaires pour l'activité concernée par l'objet de la consultation, sur les trois dernières années, est à renseigner dans le formulaire DC2.  <b>En cas de groupement, ces documents sont à produire pour chacun des membres.</b>
Formulaire DC4	Le cas échéant : demande d'agrément de sous-traitants dûment complétée. Formulaire librement téléchargeable à l'adresse internet du Ministère de l'Économie. Les sous-traitants déclarés devront fournir les mêmes attestations que le mandataire.
Capacités professionnelle et technique du candidat – article 48 du code des marchés publics	L'entreprise fournira <ul style="list-style-type: none"><li>• Un dossier de présentation de l'entreprise : moyens humains et matériels, domaines techniques et géographiques d'interventions ;</li><li>• Une sélection de trois (3) références récentes et significatives en rapport avec le chantier objet de la consultation. Chaque référence précisera la date et la durée du chantier, le lieu, le montant des travaux réalisés par l'entreprise, la description sommaire des principales prestations et le maître de l'ouvrage (coordonnées).</li><li>• Certificats de qualification professionnelle de type Qualibat</li></ul> <b>Les qualifications demandées, ainsi que les chiffres d'affaires et les effectifs minimums sont indiqués en annexe 1 à la fin de ce document.</b>
Attestations d'assurance	Les attestations d'assurance visées à l'article 1.4.3 du CCAP, pour le titulaire, ainsi que ses éventuels co-traitants et sous-traitants.

Pièces relatives à l'offre :

<b>LISTE</b>	<b>OBSERVATIONS</b>
Acte d'engagement (AE)	Cadre transmis par le pouvoir adjudicateur, dûment complété, daté et signé par lot.  L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 5.2 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article 4 de l'acte d'engagement. <i>(NB : si aucune mention n'a été rayée, ou si les 2 mentions sont rayées, le pouvoir adjudicateur considérera que l'entreprise renonce au bénéfice de l'avance).</i>
Le Détail du Prix Global Forfaitaire (DPGF)	Cadres joints par lot à compléter, dater et signer.
Mémoire technique et méthodologique	<b>Un cadre de présentation et de réponse est joint en annexe n°2, le candidat est invité à renseigner ce document et à le remettre avec son offre.</b>

En outre, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produira les pièces prévues à l'article 46 du code des marchés public et fournira le CCTP et le CCAP paraphés à chaque page et visés en dernière page dans un délai d'une semaine à compter de la demande qui lui aura été adressée par le RPA. Au-delà de ce délai, l'offre ne sera pas retenue.

## **ARTICLE 4. EXAMEN DES OFFRES ET NEGOCIATION**

### **4-1. Examen des dossiers de candidature et d'offre**

Seuls seront ouverts les plis qui auront été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

Le pouvoir adjudicateur s'assure que le candidat dispose des capacités techniques et financières suffisantes à l'exécution du marché en application des articles 44 à 54 du code des marchés publics. Les candidatures irrecevables au sens de l'article 55 du CMP seront éliminées.

Pour les candidatures admissibles, les offres sont ensuite analysées selon les critères de notation et d'attribution suivants :

<b>Critère de notation et d'attribution</b>	<b>Pondération</b>
La valeur technique des prestations	60 %
Le prix des prestations	40 %

**Pour le critère « Prix »**, une note sera attribuée à chaque offre selon l'application d'une formule mathématique. Cette note sera affectée d'un coefficient de pondération de **40%**

La formule retenue pour le calcul de la note concernant le prix est la suivante :

$$\text{Note prix} = 40 \times (\text{prix de l'offre recevable la moins disante} / \text{prix de l'offre jugée})$$

**Pour le critère « Valeur technique »**, une note sera attribuée à chaque offre en fonction des sous-critères pondérés suivants, appréciés sur la base des éléments demandés dans le mémoire technique et méthodologique.

	SOUS-CRITÈRES	APPRÉCIATIONS				
	Suivant mémoire technique	Réponse très satisfaisante	Réponse satisfaisante	Réponse moyenne	Réponse insuffisante	Absence de réponse
<b>CRITERE N°1</b>  <b>MOYENS HUMAINS ET REFERENCES</b>  <b>SUR 30 POINTS</b>	Organigramme de l'équipe d'encadrement dédiée au chantier : (sur 10 points)	10	7,5	5	2,5	0
	Effectif et nombre d'équipes mobilisables sur le chantier : (sur 10 points)	10	7,5	5	2,5	0
	Indiquer 3 références de projets similaires (en termes de volume et nature de travaux) : (sur 10 points)	10	7,5	5	2,5	0
<b>CRITERE N°2</b>  <b>MOYENS MATERIELS / ORGANISATION DU CHANTIER</b>  <b>SUR 50 POINTS</b>	Description des installations et méthodes spécifiques, procédé d'exécution envisagé (sur 20 points)	20	15	10	5	0
	Indication sur le programme d'exécution, phasage et durée de chaque phase (sur 10 points)	10	7,5	5	2,5	0
	Contraintes d'exécution des travaux et solutions proposées (sur 10 points)	10	7,5	5	2,5	0
	Préciser vos modalités de prise en compte des désordres de même que celle de l'organisation pour traiter les réclamations (réserves et GPA) (sur 10 points)	10	7,5	5	2,5	0
<b>CRITERE N°3</b>  <b>DEMARCHE SPECIFIQUE CHANTIER PROPRE / HYGIENE ET SECURITE</b>  <b>SUR 20 POINTS</b>	Note méthodologique présentant les engagements spécifiques de l'entreprise pour la gestion et l'évacuation de ses déchets et le respect des préconisations « hygiène et sécurité », ainsi que la vigilance de travaux avec la proximité d'usagers (sur 20 points)	20	15	10	5	0

#### **4-2. Négociation**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à une négociation avec les candidats ayant remis les offres jugées les plus intéressantes, suite au premier classement établi par application des notes et critères pondérés énoncés ci-dessus et dans la limite de 3 candidats maximum par lot.

La négociation est engagée librement avec les candidats sélectionnés. Dans le cadre de sa mission d'assistance pour la passation des contrats de travaux, le maître d'œuvre sera associé aux négociations.

La négociation est conduite dans le respect du principe de l'égalité de traitement de tous les candidats. Elle portera sur tous les éléments de l'offre, notamment le prix.

Tout échange ayant permis de préciser le besoin de l'administration sera diffusé à l'ensemble des candidats retenus pour négocier.

Les candidats seront invités à négocier par télécopie ou mail. A cette occasion, les modalités pratiques de la négociation leur seront précisées. Il est d'ores et déjà indiqué que la négociation sera effectuée par échange écrit (mail, télécopie) consistant en des questions précises relatives aux offres proposées. Les candidats devront impérativement répondre dans les conditions de forme et de délai indiqués dans le mail/fax.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de limiter la négociation à une simple remise d'une nouvelle offre finale, sans échange écrit intermédiaire. Les offres finales, solutions de base seront jugées selon les mêmes critères, énoncés ci-dessus. Le classement final sera établi sur cette base.

L'offre ayant obtenu la note la plus élevée, au terme des négociations, sera considérée comme économiquement la plus avantageuse.

#### **4-3. Divers**

Lors de l'examen des offres, le RPA se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des offres, qu'il estimera nécessaires.

Dans le cas d'une offre estimée anormalement basse, et conformément à l'article 60 du code des marchés publics, les candidats concernés devront fournir tous les justificatifs sur la composition de leur offre et fournir tous les renseignements qui leur seront demandés par le pouvoir adjudicateur pour lui permettre d'apprécier si le montant proposé est susceptible de couvrir les coûts du marché.

Si les informations fournies ne permettent pas au candidat de justifier son prix, l'offre sera jugée anormalement basse et rejetée.

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans la décomposition d'un prix forfaitaire ou dans le sous-détail de prix unitaire figurant dans l'offre du candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour le mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant, en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Le représentant du Pouvoir Adjudicateur pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général. Les candidats en seront informés.

En cas d'égalité entre les offres, le candidat ayant obtenu la meilleure note sur le critère le plus important sera classé en meilleure position.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés à l'article 51 du CMP dans les 7 jours qui suivent la réception du courrier l'informant de la décision du représentant du Pouvoir Adjudicateur de retenir son offre, son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le représentant du Pouvoir Adjudicateur qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

## **ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE**

### **Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.**

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique ou sur support matériel, par le maître de l'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des offres. Les autres documents sont retournés au candidat sans être ouverts.

Les candidats appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils adressent au pouvoir adjudicateur.

### **5-1. Offre remise sur support "papier" ou sur support physique électronique**

L'offre transmise sous pli cacheté portant l'adresse et mentions suivantes

<p>MINISTERE DE LA JUSTICE Département Immobilier de Lyon 20 boulevard Eugène Deruelle - Le Britannia C/8 69432 LYON Cedex 03  Offre pour : EPE Valence</p>
<p>Lot n° .  Nom du candidat ou des membres du groupement candidat<sup>(*)</sup> :  <b>« NE PAS OUVRIR »</b></p>

<sup>(\*)</sup> En cas de groupement, l'identité du mandataire sera précisée.

devra être adressée par pli recommandé avec avis de réception postal ou remise contre récépissé à l'adresse ci-dessus, pendant les horaires d'ouverture suivants : 9h00-12h00 ; 14h00-17h00 (hors vendredi 14h00 à 16h00).

Elle devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement.

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus ; ils seront renvoyés à leurs auteurs.

### **5-2. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation**

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;



- La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;

## **ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 15 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite à :

MINISTERE DE LA JUSTICE  
Département Immobilier de Lyon  
20 boulevard Eugène Deruelle - Le Britannia C/8  
69432 LYON Cedex 03  
Téléphone : 0472846105 Télécopieur : 0472846108  
Adresse de courrier électronique (courriel) : [franck.meignier@justice.gouv.fr](mailto:franck.meignier@justice.gouv.fr)

Une réponse sera alors adressée en temps utile à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 5 jours avant la date limite de remise des offres.

## ANNEXE n°1 qualifications et classifications minimales requises

### RECONSTRUCTION D'UN ETABLISSEMENT DE PLACEMENT EDUCATIF (E.P.E) - VALENCE

TABLEAU DES QUALIFICATIONS ET CLASSIFICATIONS MINIMUM REQUISES			
Lot N°	Qualifications QUALIBAT recommandées	Classification minimale requise	Classification minimale requise
		Chiffre d'affaire annuel H.T	Effectif moyen annuel
01	<b>TERRASSEMENT - COMPACTAGE DYNAMIQUE</b> 1312 - Terrassements / Fouilles 1263 - Consolidation des sols	CA5	EFF 3
02	<b>GROS-ŒUVRE</b> 2112 - Maçonnerie (confirmée) et béton armé courant 2151 - Dallage courant	CA5	EFF 3
03	<b>MACONNERIE BRIQUES DE PAREMENT / ISOLATION THERMIQUE EXT.</b> 6311 - Pierres et briques de parement 7131 - Isolation thermique par l'extérieure (enduit sur isolant)	CA4	EFF 2
04	<b>CHARPENTE LAMELLE-COLLE / BOIS MASSIF</b> 2332 - F&P de charpentes en bois lamellé-collé (confirmée)	CA4	EFF 2
05	<b>COUVERTURE METALLIQUE</b> 3152 - Couverture en métaux (confirmée)	CA4	EFF 2
06	<b>MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM</b> 3522 - F&P de menuiseries extérieures aluminium (confirmée)	CA4	EFF 2
07	<b>METALLERIE - SERRURERIE - PORTAILS</b> 3532 - F&P de menuiseries extérieures acier (confirmée) 4411 - Serrurerie / Metallerie 4441 - Cloture métallique	CA4	EFF 2
08	<b>PLATRERIE - PEINTURE - FAUX PLAFOND</b> 4112 - Plâtrerie confirmée 4132 - Plaques de plâtre 4143 - Protection contre l'incendie 6111 - Peinture 6611 - F&P de plafonds suspendus modulaires	CA4	EFF 2
09	<b>MENUISERIES INTERIEURES BOIS</b> 4321 - Menuiserie en bois	CA4	EFF 2
10	<b>CHAPES - CARRELAGES - FAIENCES - SOLS SOUPLES</b> 6252 - Chapes 6312 - Carrelage faiences (confirmée) 6343 - Travaux d'étanchéité 6222 - Revêtements résilients PVC	CA4	EFF 2
11	<b>CHAUFFAGE - VENTILATION</b> 5312 - Installations thermiques (confirmée) 5432 - Ventilation	CA5	EFF 2
12	<b>PLOMBERIE - SANITAIRES</b> 5112 - Plomberie sanitaire	CA4	EFF 2
13	<b>ELECTRICITE - SSI</b> qualification installateurs électriques (QUALIFELEC) E2 CF2 5442 - Désenfumage	CA5	EFF 2
14	<b>VRD - CLOTURES - ESPACES VERTS</b> 1321 - Canalisations / Assainissements 1341 - Aménagements de chaussés et trottoirs 1351 - Espaces verts	CA4	EFF 2
15	<b>EQUIPEMENTS DE CUISINE</b> qualification installateurs et mainteneurs de cuisines professionnelles (SOCOTEC certification / Qualiprocuisions) Suivant références	CA4	EFF 2